

**Union européenne - Allemagne -
Entretien de M. Bruno Le Maire,
ministre de l'économie et des
finances, avec le quotidien allemand
"Süddeutsche Zeitung"**
(Paris, 01 octobre 2018)

Q - Monsieur le Ministre, dans votre roman "Musique absolue" vous écrivez que l'on devrait écouter du Jean-Sébastien Bach en passant l'aspirateur. Si l'on transpose cela au duo franco-allemand, qui des deux est l'aspirateur aux sons discordants et qui joue une musique harmonieuse ?

R - "Une bonne musique se joue de préférence à deux. La France a besoin de l'Allemagne et vice versa. En matière de politique de défense ou de politique climatique, nous avançons d'ores et déjà de concert. Cela vaut aussi, sur le fond, pour ce qui concerne la politique économique. La chancelière Merkel et le président Macron ont effectué une percée historique en juin dernier : nos deux pays entendent harmoniser l'impôt sur les sociétés et mettre en place un budget propre à la zone euro. Par ailleurs, nous sommes convenus de soumettre des entreprises telles qu'Amazon, Google, Facebook ou encore Apple à une taxe numérique européenne. C'est au tour de l'Allemagne de bouger aujourd'hui et de faire avancer la mise à exécution de ces projets.

Q - La question est de savoir si l'Allemagne peut encore bouger. Depuis les législatives de l'an dernier, elle semble plutôt paralysée politiquement. L'AFD monte en puissance, la coalition au pouvoir ne cesse de se déchirer et l'influence de la CDU/CSU et du SPD diminue. Cela vous préoccupe-t-il ?

R - Je connais bien l'Allemagne et je l'aime. Pour autant, les circonstances de politique intérieure ne sauraient servir de prétextes pour repousser des décisions de politique européennes urgentes. Nous devons prendre ces décisions maintenant. Nos concitoyens ne nous pardonneront aucune hésitation, qu'il s'agisse de la taxation des géants américains de l'internet ou de donner à la zone euro les moyens d'affronter la prochaine crise financière. Ces décisions s'imposent. Nous ne pouvons plus attendre.

Q - Votre patience à l'égard de l'Allemagne arrive-t-elle à sa fin ?

R - Ma patience ne connaît pas de fin, c'est mon métier. En revanche, la patience de nos citoyens s'épuise ; elle est "erschöpft" comme l'on dit si bien en allemand. Il faut que chacun ait bien conscience que chaque décision qui n'est pas prise est autant d'eau au moulin du populisme. Il vaut mieux agir vite maintenant, quitte à retoucher plus tard. Rien n'est plus grave que de ne pas décider.

Q - Votre message n'est pas encore arrivé à Berlin. La chancelière et son ministre des Finances hésitent plus que jamais.

R - Prenons la taxe numérique européenne. Nous devons prendre une décision concrète avant la fin de l'année. Les citoyens européens ne comprennent pas pourquoi Google, Amazon ou les entreprises chinoises présentes sur internet paient nettement moins d'impôts que toutes les autres entreprises. Ils ne le comprennent pas, à juste titre.

Q - Et malgré tout, l'Allemagne et d'autres pays freinent.

R - Je me demande : au fond, de quoi avons-nous peur ? Des Etats-Unis ? Chacun devrait savoir à présent que Donald Trump ne respecte que celui qui est apte à faire preuve de force et de détermination. Nous n'avons rien à craindre non plus de Google, Amazon ou Facebook. Les Européens sont leurs meilleurs clients. Nous avons le pouvoir. Quant à la résistance de l'un ou l'autre pays européen, elle peut être surmontée - des compromis sont possibles. L'économie allemande a d'autant moins de craintes à avoir que la taxe numérique permet aussi de mieux préserver ses intérêts. Wolfgang Schäuble, alors ministre fédéral des Finances, est convenu avec moi de cette taxe. Donnerait-il sérieusement son accord à quelque chose susceptible de nuire à l'Allemagne ? Jamais.

Q - Les Pays-Bas ont déclaré vouloir s'opposer à l'adoption d'une taxe numérique d'ici la fin de l'année.

R - Si l'Allemagne suit, alors les autres Etats de l'UE suivront aussi, j'en suis convaincu. Certains d'entre eux ont déjà commencé à bouger : le Luxembourg, les Pays-Bas ont renoncé à leur refus de principe. Il importe désormais que l'Allemagne aide les Français à faire le pas décisif vers un accord.

Q - Vous sentez-vous seul parfois dans le rôle de puissance leader en Europe ?

R - Je veux avancer main dans la main avec l'Allemagne. Cela ne signifie pas que l'un des pays traîne l'autre derrière lui. Nous devons avancer au même rythme et nous devons accélérer car l'Europa n'a jamais été aussi fragile

Q - L'autre projet que vous et Macron affectionnez particulièrement est un budget propre à la zone euro. Vous avez en la personne de Ralph Brinkhaus, le nouveau président du groupe parlementaire CDU/CSU au Bundestag, un sérieux adversaire, capable aussi de faire pression sur Merkel. Avez-vous conscience que son élection signifie la fin du budget de la zone euro ?

R - Il y aura un budget de la zone euro - ou il n'y aura plus de zone euro. Notre monnaie commune est le plus important acquis politique de ces 20 dernières années. La zone euro dispose-t-elle pour autant des instruments lui permettant de surmonter une nouvelle crise financière ? Non ! Il faut que nos amis allemands prennent conscience qu'en l'occurrence, il ne

s'agit pas seulement de politique intérieure mais de ce qui est bon pour l'Europe pour les 15 à 20 années à venir. C'est là notre responsabilité commune.

Q - Expliquez-nous pourquoi la zone euro a-t-elle besoin de son propre budget.

R - Parce que l'Union monétaire doit être suffisamment forte pour faire face à une nouvelle crise financière. La prochaine de ces crises pourrait en effet être plus dévastatrice encore que celle de 2008. Nous ne devons pas perdre ce danger de vue. Prévoir, voilà une chose que les Allemands, un peuple aussi prévoyant, devraient comprendre. Nous devons dans un premier temps renforcer le MES avec un mécanisme de réassurance pour le fonds de résolution bancaire, ce que l'on appelle le backstop. En cas de nouvelle crise financière, personne ne nous pardonnera d'avoir failli à cela.

Q - Après de longues hésitations, le gouvernement fédéral a fini par accepter ce budget, tout en le remplaçant au sein du budget général de l'UE. Vous non. Pourquoi?

R - Parce qu'en abandonnant leur ancienne monnaie nationale, les pays membres de l'euro ont abandonné un peu de souveraineté. Ils n'ont plus, comme avant, la possibilité de dévaluer leur monnaie pour relancer la conjoncture. Nous avons donc besoin pour cela d'un nouvel instrument, un budget de la zone euro. Il s'agit de compenser les chocs. Mais aussi de financer les innovations technologiques. Une union monétaire ne peut supporter à terme 19 politiques économiques différentes.

Q - Macron rêvait d'un budget de la zone euro de plusieurs centaines de milliards d'euros. Cela n'est plus la position de la France. De combien d'argent parlons-nous exactement ? Et d'où doit-il provenir ?

R - C'est négociable. L'ordre de grandeur n'est pas la chose la plus importante. Oui, la France a fait d'importantes concessions. Nous voulons d'abord mettre en place le budget, apporter la preuve de son utilité puis le renforcer petit à petit. Il sera alimenté grâce à des impôts qui existent déjà. Une partie de la TVA pourrait par exemple y être affectée. Pour être clair : je ne veux pas de nouvelles taxes.

Q - Lorsque Macron était ministre des finances, il disait ouvertement qu'une union monétaire supposait une répartition massive des revenus des pays riches vers les pays pauvres. Pourquoi la France n'ose-t-elle plus l'exprimer aussi directement ?

R - Nous ne sommes pas en faveur d'une union de transfert.

Q - La position de la France a donc changé ?

R - Elle a évolué. Nous devons prendre en compte les contraintes budgétaires. En outre, le budget de la zone euro peut être mis en place sur la base de revenus fiscaux existants, sans

devenir pour autant une union de transfert. Par ailleurs, il serait impossible de faire comprendre une telle chose aux Français alors même que nous venons d'imposer aux retraités et aux bénéficiaires des aides familiales une politique de rigueur.

Q - Un budget de la zone euro n'est pas spécialement susceptible d'enflammer l'imaginaire européen. Comment compte-vous convaincre les citoyens européens ?

R - Derrière toutes ces questions insaisissables se cache en réalité une seule grande question politique : Comment construisons-nous l'Europe de demain ? Comment entendons-nous créer un continent économique européen capable d'en découdre avec la Chine ou les Etats-Unis ? Ce continent, c'est la zone euro.

Q - Le gouvernement populiste à Rome veut contracter de nouvelles dettes. L'Italie risque-t-elle de provoquer une nouvelle crise de l'euro ?

R - Il revient à la Commission européenne de veiller au respect des règles de stabilité. C'est elle qui examinera le budget italien. Je suis d'avis que les règles peuvent parfaitement être interprétées avec une certaine flexibilité dès lors que le pays concerné entreprend, en retour, des réformes visant à renforcer sa compétitivité. Le gouvernement italien doit comprendre que notre destin à tous est lié à l'Union monétaire. Il doit prendre en considération les effets de sa politique sur l'ensemble du continent.

Q - Au printemps ont lieu les élections européennes. Macron se bat pour une Europe forte et libérale. L'air du temps et les réalités politiques vont, en revanche, dans une tout autre direction. Quel est l'enjeu de ces élections ?

R - La démocratie. C'est elle qui est en jeu. Ni plus, ni moins. Il s'agit de défendre notre modèle de démocratie libérale.

Q - Partout, les anti-Europe comme Viktor Orban ou Marine Le Pen gagnent du terrain. Vous et Macron vous posez très clairement en défenseurs. Vous courez le risque d'une défaite qui vous affaiblira sur la scène européenne et intérieure.

R - À mes yeux, la montée des populismes est due à deux évolutions. Premièrement, à la crise financière de 2008 qui a déstabilisé nos citoyens, c'est pourquoi nous devons travailler à une Europe économiquement forte. Deuxièmement, à la crise migratoire qui ravive certaines peurs. C'est pourquoi nous devons, tant en matière de politique migratoire qu'en matière de questions économiques, décider vite et avec détermination. C'est à mon sens la meilleure des réponses à apporter aux populistes.

Q - Vous êtes arrivés en 2017 avec pour objectif de redresser la France. Le taux de chômage ne veut cependant pas repasser sous la barre des 9 pour cent. Quand la France sera-t-elle de nouveau "en marche" ?

R - Nous sommes en train de bouleverser fondamentalement notre système économique et social. C'est la seule façon pour la France de s'affirmer dans un monde globalisé. Nous abattons les barrières bureaucratiques afin que nos petites et moyennes entreprises puissent évoluer sur le modèle du Mittelstand allemand. Nous remettons de l'ordre dans les finances de l'Etat. Il ne s'agit plus d'interventions étatiques, d'augmentation des impôts ou de nouvelles dettes, tout cela appartient au passé. Nous voulons davantage de concurrence, davantage d'investissements privés. C'est cela qui, en fin de compte, crée des emplois.

Q - Malgré cela, le déficit français devrait passer l'an prochain de 2,6 à 2,8% - c'est plus que les prévisions du gouvernement populiste italien. Comment comptez-vous regagner la confiance à ce rythme ?

R - Regardez d'où nous venons ! L'endettement de l'Etat, ses dépenses, les impôts - tout cela va baisser. Quant au déficit : en dix ans, la France n'est jamais parvenue à le maintenir en-dessous de la barre des trois pour cent. Nous l'avons fait.

Q - Vous garantisiez donc qu'en 2019, le déficit ne dépassera pas la barre des 3 pour cent, quelle que soit la conjoncture ?

R - Oui, nous y restons attachés.

Q - Après les élections européennes, des postes importants vont se libérer au niveau européen. La chancière soutient la candidature de Manfred Weber au poste de président de la Commission. En revanche, elle ne semble pas avoir des vues sur celui de chef de la Banque centrale européenne. N'est-ce pas là une occasion pour la France ?

R - La France n'a pas encore pris de décision en la matière. Il revient au président et à lui seul de décider. Pour ma part, je pense qu'avec un chef d'Etat qui s'engage autant pour l'Europe qu'Emmanuel Macron, il me semble légitime que la France bénéficie d'une représentation adéquate au plus haut niveau.

Q - Dans votre roman, vous écrivez que la France et l'Allemagne sont des "amis qui ne se comprennent pas". Se peut-il que les Allemands et les Français ne pensent pas la même chose lorsque qu'ils parlent de l'Europe ?

R - Nous avons toujours eu des conceptions différentes de l'Europe. Je me souviens de ce qu'Angela Merkel a répondu un jour à Nicolas Sarkozy lorsque celui-ci poussait, à l'époque déjà, à décider plus vite. La chancière lui a dit : "Nicolas, je ne suis pas aussi puissante que toi." Et c'est vrai.

Q - C'est donc toujours le même refrain !

R - Voyons les choses de façon positive. L'entente franco-allemande est à l'origine de l'aventure européenne, un énorme succès. Rien ne pourrait le remplacer. Rien. Mais je dis aussi à nos amis allemands de l'Europe : les détracteurs de l'Europe gagnent du terrain à une vitesse vertigineuse, et l'histoire nous jugera. La question est de savoir si nous réussirons à affirmer la place de l'Europe dans le monde. Les violons sont accordés, il faut jouer à présent !./.